

ACTION URGENTE

LA VIE D'UN HOMME EN DÉTENTION ARBITRAIRE EST EN DANGER CRITIQUE

Guillermo Zárraga, 59 ans, ingénieur et ancien syndicaliste dans l'industrie pétrolière, a été arrêté de manière arbitraire chez lui en novembre 2020. Depuis qu'il a été emmené de chez lui au milieu de la nuit, il a été inculpé et jugé pour association de malfaiteurs présumée et pour avoir prétendument divulgué des informations relatives à la sécurité nationale, bien qu'aucune preuve ne vienne étayer ces allégations. En prison, la santé de Guillermo Zárraga s'est fortement détériorée en raison de conditions de détention inhumaines. En juillet, il a perdu connaissance à plusieurs reprises, faute de nourriture en quantité suffisante et de médicaments, et parce que les conditions de détention étaient de plus en plus éprouvantes. Nous demandons qu'il puisse avoir accès à une nourriture adaptée, des soins médicaux en urgence, et bénéficie de conditions de détention humaines.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Celsa Bautista Ontiveros
Ministre des Affaires carcérales
Ministerio del Poder Popular para Asuntos Penitenciarios,
Avenida Venezuela, Edificio Platinum,
Urbanización El Rosal, Municipio Chacao,
Caracas
Venezuela
Twitter : @CelsaBautistaO

Madame la Ministre,

J'éprouve de vives craintes face à la situation critique de la santé de Guillermo Zárraga, actuellement incarcéré à la prison de Yare II, dans l'État de Miranda. Guillermo Zárraga est injustement maintenu en détention depuis le 14 novembre 2020, quand il a abruptement été emmené de chez lui au milieu de la nuit. Il a depuis lors été inculpé de charges infondées à caractère politique.

Les conditions carcérales que Guillermo Zárraga endure sont inhumaines. Depuis le début de cette détention injuste, il a perdu beaucoup de poids, a eu des problèmes cardiaques, et a récemment perdu connaissance à plusieurs reprises en raison d'un accès limité à une nourriture adaptée. Les autorités carcérales restreignent semble-t-il l'accès des détenu·e·s à la nourriture et aux médicaments, ainsi qu'à d'autres produits de première nécessité permettant de rendre la détention supportable.

Guillermo Zárraga doit être libéré immédiatement car il est maintenu en détention de manière arbitraire. Tant qu'il se trouve sous la responsabilité de l'État, je vous demande de veiller de toute urgence à ce qu'il bénéficie de conditions humaines, notamment d'une alimentation adaptée, et reçoive immédiatement des soins de santé prodigués par des professionnel·le·s médicaux de confiance.

Veillez agréer, Madame, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Guillermo Zárraga, un ingénieur vénézuélien, travaillait comme opérateur-technicien pour Petróleos de Venezuela S.A., la société pétrolière publique du Venezuela, à la raffinerie de Cardón, sur l'installation de craquage catalytique de Coro (État de Falcón). Il a également été responsable au sein du Syndicat unique des travailleurs, dans cette même entreprise. Il a été arrêté à son domicile le 14 novembre 2020 à 3 heures du matin par des membres de la Direction des renseignements militaires, bien que des agents de ce service aient affirmé qu'il avait bien été appréhendé ce jour-là, mais sur la place principale de la ville de Coro. Selon son acte d'inculpation, il est accusé d'avoir fourni des informations relatives à la sécurité nationale à un Américain qui avait été arrêté en septembre et était soupçonné d'être un agent de la CIA essayant de saboter l'industrie pétrolière.

Outre son rôle de responsable syndical, Guillermo Zárraga avait été photographié avec Juan Guaido, un dirigeant de l'opposition bien connu. Ce cliché a été ajouté aux éléments à charge afin d'attester l'intention présumée de Guillermo Zárraga de soutenir ces opérations de sabotage. Bien que le gouvernement de Nicolás Maduro ait remis en liberté l'homme soupçonné d'être un agent de la CIA, Guillermo Zárraga est maintenu en détention de manière arbitraire.

Comme dans le cas de nombreux autres Vénézuéliens se trouvant en prison, la famille de Guillermo Zárraga n'a pas les moyens de le soutenir en détention, car les autorités pénitentiaires ne fournissent pas aux détenu-e-s de nourriture adéquate ni d'eau potable. Ses besoins nutritionnels ne sont donc pas satisfaits et sa santé s'est gravement détériorée ces deux dernières années. Le 16 mai, le tribunal a ordonné son transfert dans un centre médical mais les autorités pénitentiaires n'ont pas encore mis cette décision en œuvre. Récemment, son fils, Diego Zárraga, a indiqué que des restrictions arbitraires concernant la nourriture, les médicaments et à d'autres biens essentiels étaient imposées à l'intérieur de la prison, ce qui rend les conditions de détention de Guillermo Zárraga encore plus difficiles et l'expose à un danger accru du fait de ses problèmes de santé pré-existants.

Le gouvernement de Nicolás Maduro ne cesse de harceler, de poursuivre et de censurer les militant-e-s et les organisations de la société civile œuvrant pour protéger les droits des Vénézuélien-ne-s dans le contexte d'une urgence humanitaire complexe et d'une profonde crise des droits humains, qui a poussé un nombre record de personnes à quitter le pays en quête de sécurité et de protection. Au mois de mars 2023, plus de 7,24 millions de personnes avaient fui le pays.

Depuis 2020, trois rapports de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela ont fourni des informations détaillées sur des centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants commis dans le pays depuis 2014, ainsi que d'exemples d'instrumentalisation de la justice par le gouvernement dans le cadre de sa politique répressive, en concluant que ces graves violations des droits humains pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 3 octobre 2023

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Guillermo Zárraga (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr53/6845/2023/fr/>